Séance publique du 21 décembre 2001

Délibération n° 2001-0400

commission principale : proximité, ressources humaines et environnement

objet : **Zone de captage de Crépieux-Charmy - Pré-équipement électrique de la deuxième tranche de la barrière hydraulique - Approbation d'un marché complémentaire sans publicité et sans mise en concurrence**

service : Délégation générale aux services urbains et à la proximité - Direction de l'eau

Le Conseil,

Vu le rapport du 4 décembre 2001, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Monsieur le directeur de l'eau communique au Conseil un dossier relatif au marché complémentaire, sans publicité et sans mise en concurrence, à souscrire avec le groupement d'entreprises GTIE-STEPE-Serpollet-Gauthey, pour le pré-équipement électrique de la deuxième tranche de la barrière hydraulique sur le site de captage de Crépieux-Charmy.

La Communauté urbaine a engagé, en 2001, les études pour la réalisation de la deuxième tranche de cette barrière hydraulique qui ont fait apparaître des éléments techniques imprévisibles, lors de l'établissement du marché notifié le 24 mai 2000 pour l'enfouissement des lignes 20 kV dans le champ captant de Crépieux-Charmy.

Ces études réalisées après passation du marché initial conclu par voie d'appel d'offres ouvert avec le groupement d'entreprises GTIE-STEPE-Serpollet-Gauthey, ont mis en évidence les éléments imprévisibles suivants :

- la nécessité d'un cheminement commun des réseaux électriques existants et en cours d'enfouissement et des réseaux nouveaux à créer, pour le pré-équipement des bassins à construire dans le cadre de la deuxième tranche de la barrière hydraulique,
- la nécessité d'installer une télégestion des équipements des bassins, servant à l'alimentation de la barrière par le biais d'une fibre optique, non envisagée initialement en 1992, lors de la réalisation de la première tranche de cette barrière,
- la nécessité de doubler le passage, sous le pont de Charmy, des réseaux HTA et fibre optique.

L'ensemble de ces contraintes nouvelles et imprévisibles et la modification des tracés en résultant, rendent nécessaires les travaux suivants :

- un linéaire de tranchées de 500 mètres,
- la mise en place d'une fibre optique de 2239 mètres, de 1706 mètres de cablette de terre cuivre et des accessoires souterrains y afférents,
- la mise en place d'un câble HTA de 308 mètres et les accessoires y afférents,
- les protections de câbles par fourreaux et la construction de chambres de tirages sous voiries existantes pour l'accompagnement des modifications de tracés.

Ces travaux de pré-équipement de la deuxième tranche de la barrière hydraulique ne peuvent être dissociés du marché principal d'enfouissement des lignes électriques 20 kV, sans inconvénient majeur pour les raisons techniques suivantes :

- la nécessité de terrassements confondus avec ceux des lignes 20 kV en cours d'enfouissement,
- des impératifs de compatibilité entre le matériel HTA, la télécommande des lignes 20 kV et le futur réseau HTA et la télécommande de la barrière hydraulique,

- l'intégration des nouveaux postes à créer sur le réseau principal des lignes 20 kV (problème de calage et de paramétrage des éléments à intégrer dans le système de distribution et de protection électrique en cours d'installation),

- la difficulté d'intervention d'une ou plusieurs entreprises nouvelles sur les équipements et matériels en service et sous garantie.

La conclusion d'un marché complémentaire sans publicité et sans mise en concurrence permettrait de résoudre ces difficultés techniques et d'éviter :

- des coûts supplémentaires générés par une nouvelle installation de chantier,

- des frais supplémentaires d'études de génie civil, par l'utilisation de fouilles existantes, et des frais liés aux risques engendrés par l'ouverture ultérieure de fouilles et de détérioration des réseaux électriques en service enterrés dans le cadre du marché d'enfouissement.

Un marché complémentaire pour le pré-équipement électrique de la deuxième tranche de la barrière hydraulique pourrait être conclu, conformément à l'article 35 III (1b) du code des marchés publics, avec le groupement d'entreprises GTIE-STEPE-Serpollet-Gauthey pour un montant de 284 821,33 € HT. Ce marché complémentaire est à rapprocher du marché initial conclu par voie d'appel d'offres ouvert pour l'enfouissement des lignes 20 kV d'un montant de 2 848 416,36 € HT. Le montant du marché complémentaire représenterait 10 % du marché initial.

Le délai d'exécution des travaux serait de quatre mois.

La commission permanente d'appel d'offres a donné un avis favorable et motivé sur la procédure le 30 novembre 2001 ;

Vu ledit dossier ;

Vu l'article 35 III (1b) du code des marchés publics ;

Vu l'avis favorable et motivé de la commission permanente d'appel d'offres en date du 30 novembre 2001 ;

Oùï l'avis de sa commission proximité, ressources humaines et environnement ;

DELIBERE

1° - Accepte le dossier qui lui est soumis.

2° - Décide de confier ces travaux au groupement d'entreprises GTIE-STEPE-Serpollet-Gauthey par voie de marché complémentaire sans publicité et sans mise en concurrence, conformément à l'article 35 III (1b) du code, des marchés publics.

3° - Autorise monsieur le président à :

a) - signer le marché complémentaire avec le groupement d'entreprises GTIE-STEPE-Serpollet-Gauthey, pour un marché de 284 821,33 € HT,

b) - solliciter l'aide de l'Agence de l'eau,

c) - signer la convention y afférente.

4° - La dépense correspondante serait prélevée sur les crédits à inscrire au budget primitif de la Communauté urbaine - budget annexe de l'assainissement - exercice 2002 et prévus au titre des autorisations de programme - fonction 1 111 - compte 238 311 - opération 0139 001 701.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,